

« Occultation des classes populaires et normalisation de l'homosexualité ?

Gayfriendliness et gaytrification à Paris »

Colin Giraud (Paris X) et Mathieu Trachman (Ined)

Congrès de l'AFSP 2013, sections thématiques n° 33 : « Affaires sexuelles, questions sexuelles, sexualités »

Les évolutions récentes de l'homosexualité en France ont été décrites comme une inversion de la question homosexuelle : ce n'est plus l'homosexualité qui pose problème, mais l'homophobie¹. On sait que cette inversion, qui concerne l'espace public et la rhétorique politique plus que les pratiques, n'empêche pas le maintien des spécificités des trajectoires homosexuelles, en particulier en termes de discrimination et de violences². Les débats autour du mariage pour tous ont également eu le mérite de mettre en évidence la persistance d'une condamnation de l'homosexualité. Cependant, ces évolutions sont largement perçues comme un accès des gays et des lesbiennes à une plus grande égalité, fruit d'une mobilisation politique et d'une normalisation de l'homosexualité³.

Ces évolutions ne suscitent pas que des critiques qu'on peut qualifier de réactionnaires, refusant l'égalité et réitérant le discours de la nature. Deux autres critiques existent, qu'on peut qualifier de progressistes, ayant intégré l'inversion de la question homosexuelle : il ne s'agit pas de refuser l'égalité mais de questionner, à gauche, les enjeux politiques et les limites de la promotion de l'homosexualité. Certains dénoncent la valorisation des questions « sociétales », au détriment des questions de classe, « sociales » : la défense de droits des homosexuels contribuerait à occulter les classes populaires. Cette position fait écho à la hiérarchisation des luttes opérée au sein de la gauche dans les années 1970 : les luttes féministes étaient considérées comme secondaires par rapport à la lutte des classes. De la même manière, le mariage pour tous serait une « questions secondaire », voire un « artifice tactique » pour éviter le débat sur les « questions politiques et sociales »⁴. Cette lutte pour la définition des questions prioritaires a également lieu dans l'espace académique, où le questionnement des rapports de genre, de race, de sexualité, peut être présenté comme le signe d'une place trop importante donnée aux problématiques « identitaires »⁵ ou du

¹ Eric Fassin, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Amsterdam, 2005.

² Wilfried Rault, « Parcours de jeunes gays dans un contexte de reconnaissance. Banalisation des expériences ou maintien des singularités ? », *Agora débats/jeunesse*, n° 57, 2011, p. 7-22.

³ Notamment du fait de l'épidémie de sida. Voir Patrice Pinell (dir.), *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, PUF, 2002 ; Nicolas Dodier, *Leçons politiques de l'épidémie du sida*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2003.

⁴ Ce sont les expressions de Laurent Bouvet, « Le fiasco politique du "mariage pour tous" », *Le Huffington Post*, 19 avril 2013, en ligne : http://www.huffingtonpost.fr/laurent-bouvet/hollande-mariage-gay_b_3116083.html.

⁵ Stéphane Beaud, « La sociologie française au milieu du gué », *Sociologies*, 2012, en ligne : <http://sociologies.revues.org/3880>.

déplacement de la critique des questions de l'économie, du travail et de la production, vers les questions de parenté et de famille⁶.

D'autres critiques soulignent que ce mouvement de revendication des droits est la promotion d'une homosexualité blanche, masculine, de classe moyenne et supérieure, consumériste, qui invisibiliserait d'autres formes d'homosexualité ou de pratiques entre hommes et s'alignerait sur des revendications hétéronormatives⁷. La mise à l'agenda politique des questions homosexuelles serait l'expression des franges hégémoniques des homosexuels ; mais contribuerait également au discrédit d'autres groupes dominés, devenus les exemples de l'homophobie. Ces critiques rejoignent celles menées depuis la fin des années 1990 aux États-Unis, critiques à la fois académiques et internes aux mouvements gays et lesbiens : la revendication du mariage témoignerait d'un désir de respectabilité, d'un règlement de compte avec la vocation révolutionnaire ou la position déviante de l'homosexualité, finalement de l'avènement d'une homonormativité⁸.

Deux enquêtes, qui ont toutes deux comme terrain le quartier du Marais à Paris, permettent de donner à ces questionnements une assise empirique, et d'interroger les impensés de ces problématisations. Peut-on assimiler les homosexuels détenant de multiples capitaux aux classes dominantes, faisant comme si les intérêts des uns et des autres se confondent ? La sociologie de la gaytrification analyse les investissements des gays dans des quartiers populaires, la revalorisation qu'ils opèrent, et leur intégration aux classes dominantes, mais aussi la manière dont leur trajectoire sexuelle colore et contraint ce processus. Peut-on considérer comme acquise l'ouverture des classes moyennes supérieures à certains homosexuels ? Il s'agit d'opérer une sociologie de la *gay-friendliness*, comme position affichée et distinctive, qui est également inséparable d'un contrôle de l'hétérosexualité et de l'homosexualité. Le terrain permet ainsi de déplacer les questionnements qui prennent largement sens dans des contextes militants. Il ne s'agit pas pour nous de hiérarchiser les rapports sociaux : la promotion des questions sexuelles ne justifie pas la reproduction des rapports de classe, de genre et de race, mais participe d'une recomposition des rapports de domination. À rebours des lectures univoques en termes d'exclusion, de reproduction et de normalisation, une enquête à l'échelle locale permet de mettre en évidence les rapports entre les groupes homosexuels et hétérosexuels : des processus d'inclusion mesurée, des rappels à l'ordre et des organisations sexuelles plus ou

⁶ Luc Boltanski, « La gauche après mai 68 et l'aspiration à la Révolution totale », *Cosmopolitiques*, n° 3, 2003, p. 19-39.

⁷ Maxime Cervulle et Nick Rens Roberts, *Homo exotikus. Race, classe et critique queer*, Paris, Armand Colin, 2010 ; Didier Lestrade, *Pourquoi les gays sont passés à droite ?*, Paris, Seuil, 2012. En faisant l'histoire d'Arcadie, Julian Jackson permet de situer les revendications radicales homosexuelles, qui apparaissent à certains égards comme une parenthèse dans l'histoire de l'homosexualité en France. Voir Julian Jackson, *Arcadie. La vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, Autrement, 2009.

⁸ Voir notamment, par-delà la diversité des argumentations, Michael Warner, *The Trouble with Normal. Sex, Politics, and the Ethics of Queer Life*, Cambridge, Harvard University Press, 1999 ; Lisa Duggan, « The New Homonormativity : The Sexual Politics of Liberalism », in Russ Castronovo et Dana D. Nelson (éd.), *Materializing Democracy. Toward a Revitalized Cultural Politics*, Durham, Duke University Press, 2002, p. 175-194 ; Jasbir Puar, *Homonationalisme. Politiques Queer après le 11 septembre*, Paris, Amsterdam, 2012 [2007].

moins souterraines, visibles dans les différentes modalités de l'appropriation de l'espace urbain⁹.

L'homosexualité à l'épreuve de la gentrification

La première enquête portait sur la constitution du Marais comme quartier gay depuis la fin des années 1970. Abordant les aspects commerciaux, symboliques et résidentiels de ce processus socio-spatial, elle comporte notamment une trentaine d'entretiens réalisés auprès de gays vivant ou ayant vécu à un moment de leur vie dans le quartier. Ces entretiens portaient sur les trajectoires, les modes de vie et les rapports au quartier de ces habitants dans un contexte plus général de transformation du Marais depuis quarante ans puisqu'à l'image de nombreux anciens quartiers centraux des métropoles occidentales, le Marais a connu un processus de gentrification. Il s'agissait alors aussi d'analyser le rôle des gays dans la gentrification du quartier et ses aspects plus ou moins spécifiques. Dans ce contexte, les rapports au quartier de ces habitants se construisent au croisement de leurs trajectoires sociales et de leurs positions sexuelles et renseignent sur les effets sociaux et spatiaux de l'homosexualité masculine.

Une homosexualité de dominants

Sans grande surprise, la grande majorité des habitants gays du Marais interrogés appartiennent aux classes moyennes et supérieures et disposent de capitaux économiques et culturels importants. Leurs positions socio-économiques sont d'autant plus élevées que la date d'installation dans le quartier est récente, les effets socio-économiques de la gentrification expliquant en grande partie ce résultat. Depuis les années 2000, être gay et s'installer dans le Marais reste l'apanage de gays très favorisés, riches, diplômés et appartenant aux classes supérieures. Leurs modes de vie ressemblent beaucoup à ceux décrits dans la littérature sociologique au sujet des gentrificateurs et renvoient aussi à des positions de classe dominantes dans bien des domaines. De manière assez classique, l'aisance financière leur permet d'accéder à des logements confortables du centre-ville, et lorsqu'ils sont propriétaires, d'investir matériellement dans le logement en réalisant d'importants travaux qui transforment le stock de logement du quartier. Le quartier occupe une place centrale dans l'économie de leurs pratiques quotidiennes : nombreux sont ceux qui réalisent la plupart de leurs activités dans le quartier (consommation, sorties, loisirs), apparaissant ainsi comme des citoyens « localistes » au même titre que des gentrificateurs très classiques, quelle que soit leur orientation sexuelle. Les entretiens montrent aussi que l'espace résidentiel est valorisé et qu'on y est attaché : les enquêtés apprécient la centralité urbaine, le fait de pouvoir se déplacer à pied, mais aussi certaines caractéristiques du quartier central et de son offre (petits commerces alimentaires, bars, restaurants, lieux culturels, patrimoine architectural et historique). Mettant en œuvre ce qu'un enquêté désigne comme « une culture du dehors », ces habitants gays valorisent la centralité urbaine par opposition à d'autres espaces qu'ils évitent,

⁹ Voir Sylvie Tissot, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raison d'agir, 2011.

dans leurs choix résidentiels comme dans leurs pratiques de mobilité, les « quartiers résidentiels », les « quartiers morts » : la « banlieue » certes mais aussi d'autres quartiers « bourgeois » de Paris. D'une certaine manière, on retrouve ici des valeurs, des représentations et des pratiques tout à fait caractéristiques de citadins favorisés réinvestissant les espaces du centre-ville, longtemps restés vétustes, populaires et peu valorisés.

Or, les rapports au Marais de ces habitants gays font aussi ici écho aux transformations de ce quartier depuis la fin des années 1970 et à sa constitution en « quartier gay ». S'il existe depuis bien longtemps des lieux et des formes d'investissement spécifiques de la ville par les gays, l'émergence des « quartiers gays » dans les métropoles occidentales depuis la fin des années 1960 constitue largement une rupture dans cette histoire de la ville homosexuelle. Le Marais gay s'inscrit bien dans cette dynamique puisqu'il rend progressivement plus visible des lieux gays plus ouverts sur l'espace public, de plus en plus diversifiés dans leurs fonctions et leurs usages et qu'il a pu être décrit comme la traduction spatiale d'une visibilité sociale plus grande des homosexualités en France depuis une trentaine d'années.

Cette hypothèse socio-spatiale de visibilisation et d'ouverture généralisée du placard a pu paraître séduisante mais suscite des critiques. D'une part, cette tolérance accrue connaît de nombreuses limites. D'autre part, elle s'accompagne aussi de certaines restrictions, particulièrement visibles dans le Marais. Si l'homosexualité y est plus visible qu'avant et plus visible qu'ailleurs, c'est au prix d'une restriction à certaines images de l'homosexualité, blanche, masculine et socialement située. Les rapports au Marais des habitants gays le montrent ici comme d'autres éléments de l'enquête au sujet des transformations du quartier. Par exemple, l'histoire du commerce gay local traduit certes un développement quantitatif et une visibilité accrue des lieux affichant explicitement cette composante de leur activité dans l'espace urbain. Mais elle montre aussi que, depuis les années 1990, les types de services et d'activités du commerce gay ont changé et ont privilégié certains modes de consommation et, par conséquent, certaines positions sociales. Depuis la fin des années 1990, le commerce gay dans le Marais n'est plus seulement un commerce nocturne, de bars et de lieux festifs : il s'est aussi tourné vers d'autres services et d'autres biens de consommation (entretien du corps, librairie, agences de voyage et immobilières, boutiques de vêtements et de décoration). De fait, il a surtout misé sur des goûts et des modes de consommation caractéristiques des classes moyennes et supérieures du centre de Paris. Là encore, on retrouve des tendances socio-spatiales typiques de la gentrification : nourrie initialement par des valeurs et des modes de vie alternatifs, la gentrification produit aussi, au fil du temps, des paysages urbains, des pratiques et des modes de vie relativement standardisés. De ce point de vue, les habitants gays et la gaytrification du Marais s'inscrivent dans des processus plus généraux de reproduction de rapports de classe qui, en même temps qu'ils produisent un quartier gentrifié et de classes supérieures, construisent une homosexualité masculine « normalisée », étroitement contrôlée et, paradoxalement, neutralisée.

Les gaytrifieurs, des gentrifieurs pas comme les autres

Le détail des entretiens avec les habitants gays du Marais montre cependant qu'il est difficile de réduire leurs rapports au quartier à celui de gentrifieurs tout à fait classiques.

Chemin faisant, l'enquête montre aussi les nuances de l'hypothèse de la normalisation car l'homosexualité ne se réduit pas, y compris au cœur du Marais, à une position de classe.

Le fait d'être gay se traduit ainsi pour nos enquêtés par des agendas conjugaux et familiaux spécifiques qui s'éloignent, cette fois-ci, des caractéristiques des gentrificateurs hétérosexuels tels qu'ils sont décrits par la littérature sociologique. À l'échelle du logement et de ses usages, on constate, par exemple, que l'absence d'enfants et de projets d'en avoir, modifie les usages du chez soi, de la distribution des pièces jusqu'au temps passé chez soi. De fait, nos enquêtés ne mettent pas seulement en œuvre une culture du dehors propres aux gentrificateurs. Pour certains, ils investissent finalement plus le quartier que le logement, notamment pour des pratiques réputées comme très familiales telles que le repas, qu'ils prennent finalement plus souvent dans un restaurant du quartier que dans leur cuisine, pièce dont certains enquêtés avouent « se foutre éperdument ». Dans certaines pratiques du logement et du quartier, les gaytrificateurs du Marais sont donc gays avant d'être gentrificateurs. Il en va aussi de même pour ce qui concerne leur attrait pour les rencontres et la sociabilité, permises par le quartier. Si l'espace résidentiel constitue une ressource de sociabilité intense pour les gentrificateurs, nos enquêtés sont peu bavards sur le sujet, hormis dans un domaine spécifique : celui des rencontres sexuelles. S'ils ont des pratiques très différentes des lieux gays du Marais (intensité, rythme, types de lieux), une grande majorité d'entre eux pratiquent les lieux de sociabilité sexuelle situés dans le quartier ou à proximité, quelles que soient leurs caractéristiques sociales (âge, diplômes, revenus, situation conjugale). Ainsi, le quartier gay et le fait d'y habiter sont aussi des moyens de pratiquer une sexualité gay dans des lieux et des expériences qui distinguent ces gaytrificateurs de gentrificateurs « classiques ». Certains entretiens insistent d'ailleurs sur les expériences de « mixité sociale » qu'offrent la fréquentation des backrooms, des saunas ou de certains « bars à cul », ces lieux et ces pratiques s'inscrivant, d'une certaine manière, en décalage avec plusieurs dimensions de leur vie sociale : celle du quartier et de ses espaces les plus visibles, celle du voisinage, mais aussi celle de leur vie professionnelle et de leurs réseaux amicaux. À travers les usages du logement et du quartier, bon nombre d'enquêtés montrent que l'homosexualité colore les rapports au quartier de certaines spécificités et qu'ils sont certes des gentrificateurs, mais aussi des gays.

Certains parcours montrent aussi, y compris dans des régions très favorisées de l'espace social, que l'homosexualité occupe une place irréductible dans certaines trajectoires sociales et dans certains rapports sociaux à l'échelle du quartier. Positions sexuelles et positions sociales peuvent ainsi se construire dans des configurations complexes amenant à des décalages, des ajustements et des compromis. J'évoquerai ici le cas d'Emmanuel, comédien de 34 ans, fils d'universitaires, propriétaire d'un appartement rue des Archives. Si Emmanuel a connu, avant d'y habiter, une période d'intense engagement dans le Marais gay (sorties, sociabilités), il semble avoir pris ses distances avec la vie gay du quartier au moment de l'entretien, en particulier depuis qu'il y habite, élément assez récurrent parmi les enquêtés. L'entretien avec Emmanuel révèle, d'une certaine manière, les tensions propres à la gaytrification, à travers leurs effets individuels. D'un côté, Emmanuel s'inscrit « du côté des gentrificateurs » du quartier. Propriétaire et disposant de ressources économiques et culturelles abondantes, il est devenu président de la copropriété de l'immeuble, position depuis laquelle il

exerce une vigilance et un contrôle étroit sur la vie de l'immeuble qu'il souhaite calme et tranquille, quitte à rappeler à l'ordre certains voisins... gays :

« Je suis président de la co-propriété, ce qui me permet de veiller à ce que j'appelle la préservation de notre patrimoine, c'est à dire le silence, la tranquillité, le respect des voisins, de ne pas claquer les portes, de pas laisser hurler ces enfants, faire attention quand on fait des fêtes, surtout les gays de l'immeuble d'ailleurs. Les deux couples gays sont de l'autre côté de l'immeuble, bon ils sont très typiques dans la mesure où ils sont très festifs hein, très bruyants et très ghettos, alors on a mis un bémol parce qu'au début c'était vraiment de la provocation, les fenêtres ouvertes jusqu'à 3h du matin et ça a créé des problèmes qui sont remontés jusqu'à moi, je suis intervenu parce que les bars bon à la limite, mais le calme dans l'immeuble c'est primordial pour tout le monde. »

Les « interventions » d'Emmanuel rappellent celles de gentrificateurs classiques, très prolixes en entretien sur leur amour de la mixité sociale et de la diversité, au sens large, mais contrôlant, de fait, les conditions et les limites de ces mélanges sociaux, ethniques ou même sexuels¹⁰. De ce point de vue, il s'inscrit lui-même dans un « nous » aujourd'hui confronté à la « débauche du quartier » :

« L'œil des habitants maintenant est exercé, deux garçons qui vivent ensemble bon ça fait sens pour eux, mais c'est assez récent, par petite touches, c'est comme si la débauche du quartier était arrivée jusqu'à nous quoi. [...] Moi je n'ai pas de problèmes avec ça, non, car j'ai cette casquette de président qui passe avant les autres, personne ne me demande qui vient chez moi d'où je viens, je suis là comme le président, point ! Donc après, personne ne me demande ce que je fais, après ils imaginent aussi sans doute des choses, mais j'en sais rien ! Et puis je n'ai plus la vie que j'avais non plus, je me suis assagi ou j'ai vieilli si on veut, mais ça change les choses quand on habite le quartier en tant que tel. »

Cependant, Emmanuel évoque aussi, au fil de l'entretien, le maintien de certaines pratiques et de certaines attaches à quelque chose de « plus gay » et, surtout de « moins respectable ». C'est le cas de sa pratique d'un bar gay, souvent décrié par bon nombre d'habitants du Marais, le Cox et sa clientèle « virile » débordant sur le trottoir de la rue des Archives. Au Cox, il n'est justement plus question de « respectabilité » mais de « retour vers la chair et le désir des mecs ».

« Ma fréquentation des lieux gays se réduit à presque rien maintenant, seulement au Cox, c'est surtout concentré sur le Cox, où je peux aller boire une bière tout seul. [...] J'aime le Cox parce que c'est de la bière, des mecs, c'est brut, ça ne donne pas de respectabilité particulière, c'est plus mélangé à l'intérieur que ça en a l'air, c'est ce qui reste aussi de mon époque en fait. [...] C'est pour ça que j'aime le Cox, y a un espèce de retour animal vers la chair et le désir des mecs, complètement édulcoré ailleurs. »

Avec Emmanuel, on comprend que les gaytrificateurs ne sont pas seulement des gentrificateurs mais restent aussi des gays. Cette précision n'est pas anodine car elle renvoie plus généralement à ne pas seulement envisager l'investissement du Marais par les gays comme un processus univoque de normalisation de l'homosexualité, mais à y observer les tensions et les compromis que produisent les transformations des quartiers centraux mais aussi les différents aspects d'une trajectoire sociale gay en termes de position sociale et de position sexuelle.

Le refus de la différence

L'enquête sur les habitants du Marais permet de questionner la tolérance supposée des classes moyennes et supérieures, qui ont pour particularité d'habiter dans un quartier où les

¹⁰ Sylvie Tissot, *De bons voisins, op. cité.*

commerces gais sont nombreux¹¹. L'enjeu n'est cependant pas de dévoiler leur homophobie : plus qu'une question sociologique, l'homophobie peut-être appréhendée comme une catégorie juridique qui régule certains discours et certaines pratiques vis-à-vis des populations homosexuelles. Elle laisse entière la question des rapports à l'homosexualité, entre l'indifférence, la valorisation ou la condamnation, qui peuvent prendre des formes variées selon les trajectoires et les appartenances des individus¹².

Elle ne permet pas non plus d'analyser les moments où la distinction entre hétérosexuels et homosexuels est mobilisée et perçue comme pertinente : il s'agit moins alors d'interroger des individus ou des groupes que des processus de catégorisation des pratiques, par lesquels le binarisme homo/hétérosexuel accède à une existence sociale¹³. Le terrain du Marais, parce qu'y sont visibles certaines formes de la culture gay (dans les bars, les librairies, les lieux de sociabilité sexuelle), permet de poser ces questions de manière spécifique : comment des habitants hétérosexuels réagissent-ils à ces formes de culture, quelle place assignent-ils à l'homosexualité ?

Ce qui semble frappant dans les catégorisations de l'homosexualité des habitants du Marais, c'est le refus affiché de faire des différences entre hétérosexuels et homosexuels. Ceux-ci seraient des habitants « comme les autres », l'appartenance homosexuelle n'aurait finalement pas ou plus de poids dans les rapports et les interactions sociales. Cette position contraste avec deux problématisations de l'homosexualité à l'âge de la tolérance. L'une qui fait de l'homosexualité la clé de lecture des pratiques et positions des homosexuels : sortir du placard, « c'est devoir supporter que chacun de vos gestes, chacune de vos paroles, de vos opinions, seront entièrement et irrévocablement marqués par les significations sociales accolées à l'identité homosexuelle dès lors qu'elle est affirmée au grand jour »¹⁴. L'autre qui valorise « un amour de la diversité », qui permet une intégration sous contrôle des homosexuels¹⁵. Si ces postures existent dans le Marais, s'y opère également un refus de la différence, qui intègre certains homosexuels et certaines pratiques homosexuelles tout en refusant d'en faire une différence pertinente. Quel est le sens politique de cette position ?

Une question secondaire ?

Soulignons en premier lieu que si l'enquête a pour objet la *gay-friendliness*, cela n'empêche pas de saisir des propos violents, des condamnations : une enquêtée d'une soixantaine d'années peut ainsi se dire « envahie » par les gays. Les formes les plus visibles de la sexualité gaie peuvent également susciter des réticences. Ainsi, pour les membres d'une

¹¹ Enquête sur les habitants hétérosexuels du Marais, propriétaires ou locataires, elle comporte pour l'instant une trentaine d'entretiens.

¹² C'était déjà la question que posait Kitsuse en interrogeant les manières de catégoriser l'homosexualité comme déviance par les hétérosexuels. Voir John I. Kitsuse, « Réactions sociales face aux comportements déviants : problèmes de théorie et de méthode », *Genre, sexualité et société*, Hors-série n° 1, 2011 [1962].

¹³ Voir Eve K. Sedgwick, *Epistémologie du placard*, Paris, Amsterdam, 2007 [1990] ; David Halperin, *Saint Foucault*, Paris, EPEL, 2000 [1995] ; *La vie descriptive de Michel Foucault*, Paris, EPEL, 2011 [1995]. C'est la question que pose Goffman à propos des rapports de genre. Voir Erving Goffman, *L'arrangement de sexes*, Paris, La dispute, 2002 [1977].

¹⁴ David Halperin, *Saint Foucault*, *op. cit.*, p. 45.

¹⁵ Sylvie Tissot, *De bons voisins*, *op. cit.*, p. 134 sq.

association de défense du 4^e arrondissement, la devanture du sex-shop IEM, rue Sainte-Croix de La Bretonnerie, n'est pas de bon ton : le dessin d'un homme bodybuildé, symbole de virilité et de sexualité, qui la recouvre sert à la fois à cacher l'intérieur et à signifier sans univoque son contenu « *hard* ». Pour ces enquêtés, plus que cette dimension sexuelle, c'est sa « laideur » et sa trop grande visibilité dans l'espace public qui fait problème.

Cependant, dans tous les entretiens ou presque, c'est l'absence de différence entre hétérosexuels et homosexuels qui est revendiquée. Ainsi, à la question de savoir si l'homosexualité d'un proche ou d'un ami change les relations que l'on a avec lui, tous les enquêtés répondent que cela ne fait aucune différence. Certains se demandent même « si on peut poser des questions comme ça ». Ils conçoivent ainsi la différence comme une hiérarchisation entre hétérosexualité et homosexualité au détriment de cette dernière, sans l'envisager comme la reconnaissance d'une différence de point de vue ou de culture. Refuser la différence, c'est alors déjouer le piège supposé que tendrait l'enquêteur, soupçonné d'évaluer la tolérance de son interlocuteur.

S'il n'est pas exclu que ce refus affiché masque d'autres opinions ou pratiques, la définition des nuisances du quartier montre en effet que les problèmes principaux des habitants ne sont pas les gays. Certains enquêtés jugent que le problématique ou l'intolérable relève d'un manque de « civisme » : les bars, gays comme hétérosexuels, sont accusés pour leur nuisance sonore ; la multiplication des franchises est dénoncée au nom de la sauvegarde du patrimoine historique du quartier, des commerces de proximité d'antan, délogés par les « boutiques de fringues ». L'afflux des touristes le week-end dans la rue des Francs Bourgeois est perçu comme un envahissement, bien plus que la présence homosexuelle. La volonté de ne pas tenir compte de l'homosexualité, de défendre les dimensions culturelles et historiques du quartier, le refus du consumérisme, signent la position sociale d'enquêtés souvent très dotés à la fois économiquement et culturellement. Ceux-ci oscillent ainsi, selon leur âge et leurs capitaux, entre la défense du patrimoine du quartier (qui est aussi la défense de la valeur de leurs biens immobiliers) et la valorisation d'une authenticité, d'une diversité culturelle et sociale, voire d'une certaine subversion.

Ce discours est non seulement une relativisation de la présence, mais de l'appartenance homosexuelle : il semble à certain enquêtés problématique et réducteur de mettre en avant l'homosexualité comme une différence majeure et pertinente, comme nous le faisons lors de l'entretien. Pour eux, ce n'est pas ce que définit les individus, et ce n'est pas non plus ainsi qu'ils se présentent eux-mêmes : les homosexuels ne se définissent pas comme homosexuels. L'homosexualité est finalement présentée comme une caractéristique secondaire, pour les personnes comme pour le quartier. Alors que nous présentions notre enquête comme une enquête sur un « quartier gay », plusieurs interlocuteurs ont mis en doute cette appellation : faut-il vraiment mettre en avant cette dimension, au détriment d'autres ?

Consumérisme et communautarisme

Ce refus de la différence n'est pas seulement la mise à distance d'une hiérarchisation explicite des groupes sexuels. C'est aussi la condamnation des revendications des différences positives entre hétérosexuels et homosexuels. L'entretien avec Claire, locataire du Marais

d'une cinquantaine d'années, pigiste pour différents journaux, permet de préciser comment une tolérance affichée, voire une revendication de subversion, se double d'une volonté de contrôler et de définir l'homosexualité.

Mère célibataire, refusant la vie commune avec ses conjoints, notant quelques pratiques sexuelles et conjugales avec des femmes, Claire affirme son décalage avec les normes de genre et de sexualité. La proximité avec l'homosexualité masculine, évoquée dès le début de l'entretien, apparaît comme un effet de ce décalage, et une source d'inspiration et de questionnement. Pour Claire elle explique son « attachement » au Marais.

J'ai eu tout de suite un attachement, mais un attachement culturel. D'abord parce que la communauté gay, je m'en sentais proche - je ne suis pas homosexuelle, j'ai été bisexuelle à un moment de ma vie - j'avais une proximité très grande, mais avec la communauté de l'époque, j'entends, le versant plutôt intellectuel. Très jeune je m'en suis sentie proche, au départ de façon confuse - ça faisait peut-être écho à certains épisodes de ma vie, dans le fond (...). En 81, il y a eu la dépénalisation, c'est un truc qu'on a vécu quand même, même si on n'était pas homo, c'était quelque chose ! Il y a eu une « explosion de joie » un peu partout. On sortait de l'époque ghetto pure et dure au sens strict et on entrait dans une période avant les années sida, donc il y avait une vraie... C'était la belle époque. Et il y avait - et c'est ça qui me plaisait - des gens comme Michel Foucault, Hocquenghem, qui travaillaient la question homo. La fête, j'aimais bien aussi, mais je sentais surtout une profusion de débats intellectuels qui moi, me plaisaient : qu'est-ce que c'est que l'autre ? Qu'est-ce que l'altérité ? Qu'est-ce que c'est que se poser, face à l'autre ? Qu'est-ce que c'est qu'une sexualité homo ? Même si à l'époque j'étais hétéro, c'était des questions qui travaillaient.

La revendication d'une forte cohérence entre trajectoire résidentielle, trajectoire sexuelle et proximité avec l'homosexualité ne doit pas masquer la définition que Claire opère de cette dernière. D'une part, c'est une homosexualité masculine dont il est question ici : même si elle met en avant quelques expériences lesbiennes, Claire souligne explicitement dans l'entretien sa gêne vis-à-vis du lesbianisme, et plus généralement d'une sociabilité entre femmes, dont le féminisme est de son point de vue l'exemple. D'autre part, c'est une homosexualité fortement intellectualisée qui est valorisée, dont l'histoire est faite par les grands hommes. Plus qu'une pratique sexuelle ou une subculture, l'homosexualité est constituée en « question » ; ouvrant une interrogation sur « l'altérité », elle est finalement départicularisée.

Ce partage entre une homosexualité distinguée et savante et une homosexualité consumériste se double d'un autre, entre une homosexualité ouverte et une homosexualité communautariste.

Ce que je n'aime pas dans la communauté homo, mais qui est peut-être le revers obligatoire de tout groupe ayant une identité forte, c'est cette revendication justement d'exclusivité d'un lieu (...). Le côté « la boulangerie gay », « la pâtisserie gay », enfin, je trouve ça dérisoire. J'ai rien à dire, comme dirait l'autre, ça n'est pas ma communauté... Mais si ! j'ai à dire parce que c'est dans l'espace public et je ne vois pas pourquoi je ne me mêlerais pas de la communauté homo (...). Ça consomme ! Et faut être dans la performance, mort à celui qui ne répond pas au canon esthétique, le jeunisme... On est quand même dans le royaume des clichés. J'ai le Sun City [un sauna gay] à côté de chez moi, je les vois entrer et sortir. C'est très caricatural : il y a le vieux, qui subit un peu les outrages du temps, comme tout un chacun, qui se camoufle un peu et puis le petit jeune, le petit rebeu en t-shirt moulant... « triomphant » (...). Bon, on est dans la baise tout ce qu'elle a de plus triviale. J'ai connu ça, j'ai aimé ça, mais je pense que cette chose-là n'a pas été pensée, en tout cas pas assez. C'est-à-dire qu'on comptait sur Guillaume Dustan pour le penser, alors évidemment, on était sûrs de pas aller loin !

La valorisation de la « question homo » permet finalement la critique des subcultures homosexuelles et de l'évolution de l'homosexualité. Dans cette critique, Claire s'attache à dédoubler ses positions, se situant à la fois dans et hors l'homosexualité : ce n'est pas « sa communauté », mais en tant que citoyenne elle peut avoir un droit de regard ; elle a elle-

même pratiqué la « baise triviale », et est ainsi d'autant mieux placée pour en voir les limites. La référence à Guillaume Dustan, écrivain homosexuel qui est parvenu à se situer au centre des débats sur le sida à la fin des années 1990¹⁶, signale ainsi une connaissance des références gay et une dévalorisation de leur intérêt intellectuel. C'est la dénonciation du communautarisme et du consumérisme qui rend possible ce dédoublement. La première enregistre une construction intellectuelle qui permet, depuis le milieu des années 1990, de proclamer son attachement aux minorités tout en leur assignant une place subordonnée et en réaffirmant l'universalisme républicain¹⁷. La seconde définit une vérité de l'homosexualité, critique et radicale, pour dénoncer sa disparition¹⁸. Dans les deux cas, contrairement à une critique extérieure, les homosexuels sont dénoncés au nom d'une homosexualité idéale, largement définie par des hétérosexuels.

Pour Claire comme pour de nombreuses autres enquêtés, le Cox est l'emblème de cette présence homosexuelle problématique, parce qu'elle incarne une homosexualité masculine et consumériste, et parce que s'étalant sur le trottoir, elle semble défier la civilité.

Ce que je ne veux pas, c'est que cet espace public, je m'en sente exclue. (...) Je crois qu'il y avait eu une association de riverains qui avait protesté, je ne sais plus si c'était l'ouverture d'un café, l'extension d'une terrasse, mais au motif que des enfants passaient, qu'il y avait une école primaire (je crois que c'était l'école de la rue des Archives d'ailleurs), bref ça devait être soit une boîte de nuit, soit un café, et les gens avaient protesté que, comme il y avait des enfants qui passaient, ils ne voulaient pas qu'il y ait un spectacle offensant. (...) Je trouve ça débile, tout le monde a le droit de s'embrasser dans la rue, évidemment ! En revanche, pour maladroite que soit cette manifestation, malgré tout, hélas, je la comprends, car c'est vrai qu'à certains moments, on se sent pas « hétérofriendly ». Oui, les homos ont gagné des droits et tant mieux ! Parce que quand je venais à Paris, je sortais déjà dans la communauté, je lisais *Gai Pied* et j'étais parfaitement au fait de ce que vivait la communauté avant 81, 82. Ça bien sûr, je ne vais jamais dire le contraire. Mais je trouve que ça a pris une tournure déplaisante, idiote surtout. On peut avoir au sous-sol une backroom et accueillir tout le monde en terrasse.

L'exigence d'ouverture est inversée : ce n'est plus les hétérosexuels qui doivent être *gay-friendly*, ce sont les homosexuels qui doivent être *hétéro-friendly*. Les attitudes de ces derniers ne justifient pas, mais permettent de comprendre la condamnation de l'homosexualité, dont les homosexuels eux-mêmes deviennent les responsables.

Mettre en regard les entretiens d'Emmanuel et Claire est éclairant. Le même lieu, le Cox, est évoqué, d'une part comme l'espace d'une visibilité homosexuelle, virile et sexuelle, au sein d'une vie discrète et respectable ; d'autre part comme l'incarnation de la menace communautarisme d'homosexuels voulant avoir tous les droits. Les compromis que s'impose Emmanuel ne se comprennent que dans un contexte de rappels à l'ordre, de contrôle hétérosexuel d'une visibilité gaie toujours soupçonnée d'en faire trop. On peut ainsi revenir à la question de l'inversion de la question homosexuelle. Si nos deux enquêtes ont lieu après l'inversion, ce n'est pas que l'égalité est acquise, ou que les appartenances homosexuelles ne

¹⁶ Voir Gabriel Girard, *Les homosexuels et le risque du sida. Individu, communauté et prévention*, Rennes, PUR, 2013.

¹⁷ Voir notamment Christine Delphy, « L'humanitarisme républicain contre les mouvements homo. Réflexions sur la "solidarité", le refus de l'égalité et la haine des "communautés" », *Les mots sont importants*, 4 juin 2004 [1997], en ligne : <http://lmsi.net/L-humanitarisme-republicain-contre> ; Clarisse Fabre, Eric Fassin, *Liberté, égalité, sexualité. Actualité politique des questions sexuelles*, Paris, 10/18, 2004.

¹⁸ Pour une analyse des enjeux politiques de la construction d'un marché gay, voir Katherine Sender, *Business, not politics. The making of the gay market*, New York, Columbia University Press, 2004.

soient plus des prises pour les discriminations et les violences. Ce n'est pas seulement que cette inversion contraint les discours publics, et amène à euphémiser les réticences face aux affirmations des homosexuels. C'est aussi qu'elle contribue à discréditer les revendications à la visibilité de ces derniers en rappelant que leur combat est déjà gagné, ou qu'ils doivent être à la hauteur des combats qu'on a mené pour eux. Ainsi, fréquenter un sex-club, boire une bière en terrasse, investir l'espace public en tant que gay deviennent autant de pratiques ordinaires passibles d'être constituées en problèmes.